

> Propos recueillis par Aurélie Palluel, photos Pierre Métayer

Atypique, voilà le mot qui convient quand on rencontre Joël Giraud. Atypique car loin des clichés traditionnels dont les politiques font parfois les frais. Plaisantant volontiers, chaleureux et souriant, sous sa bonhomie se cache une main de fer et un caractère bien trempé. Il n'a pas sa langue dans sa poche et défend bec et ongles de nombreuses causes. Pour preuve, il n'hésite pas à solliciter le Gouvernement via les questions écrites et orales en Assemblée : réforme des collectivités, transports, services public, ... Joël Giraud est un homme de terrain, sans cesse sur les routes, arpentant sa circonscription si étendue. Proche des gens, il a cœur d'écouter et de faire remonter les problèmes locaux vers des sphères plus nationales. Ce haut-alpin se bat pour un territoire, un milieu. Avec lui la montagne a trouvé une oreille mais aussi une voix.

“ Les stations doivent se constituer en espace valléen. ”

Joël Giraud

Député des Hautes-Alpes

La voix des sommets



Montagne Leaders > Quel bilan tirez-vous de la dernière saison d'hiver ?

Joël Giraud > Le bilan est bon malgré l'effet crise et la météo qui a été désastreuse. Grosso modo nous sommes au même niveau que les deux

années précédentes, qui étaient de très bonnes années. Je pensais que les effets de la crise seraient plus marquants cette année mais non. Les stations moyennes ont encore mieux tiré leur épingle du jeu. La clientèle est globalement stagnante. Là où l'on a joué le jeu de la villégiature, les choses se sont bien passées, y compris dans les petites stations qui proposent du ski bien sûr mais pas que du ski.

ML > Les Hautes Alpes comptent environ 70 stations de ski, quelques grandes comme Serre Chevalier et beaucoup de moyennes voire petites, comment voyez-vous leur avenir ?

J.G > Je suis assez optimiste car les politiques publiques en place commencent à porter leurs fruits. Les stations ne travaillent pas toutes seules, il faut qu'elles se constituent en espace valléen où l'économie est globale avec un bourg centre, une vallée, quelques stations, pour un espace économique cohérent.

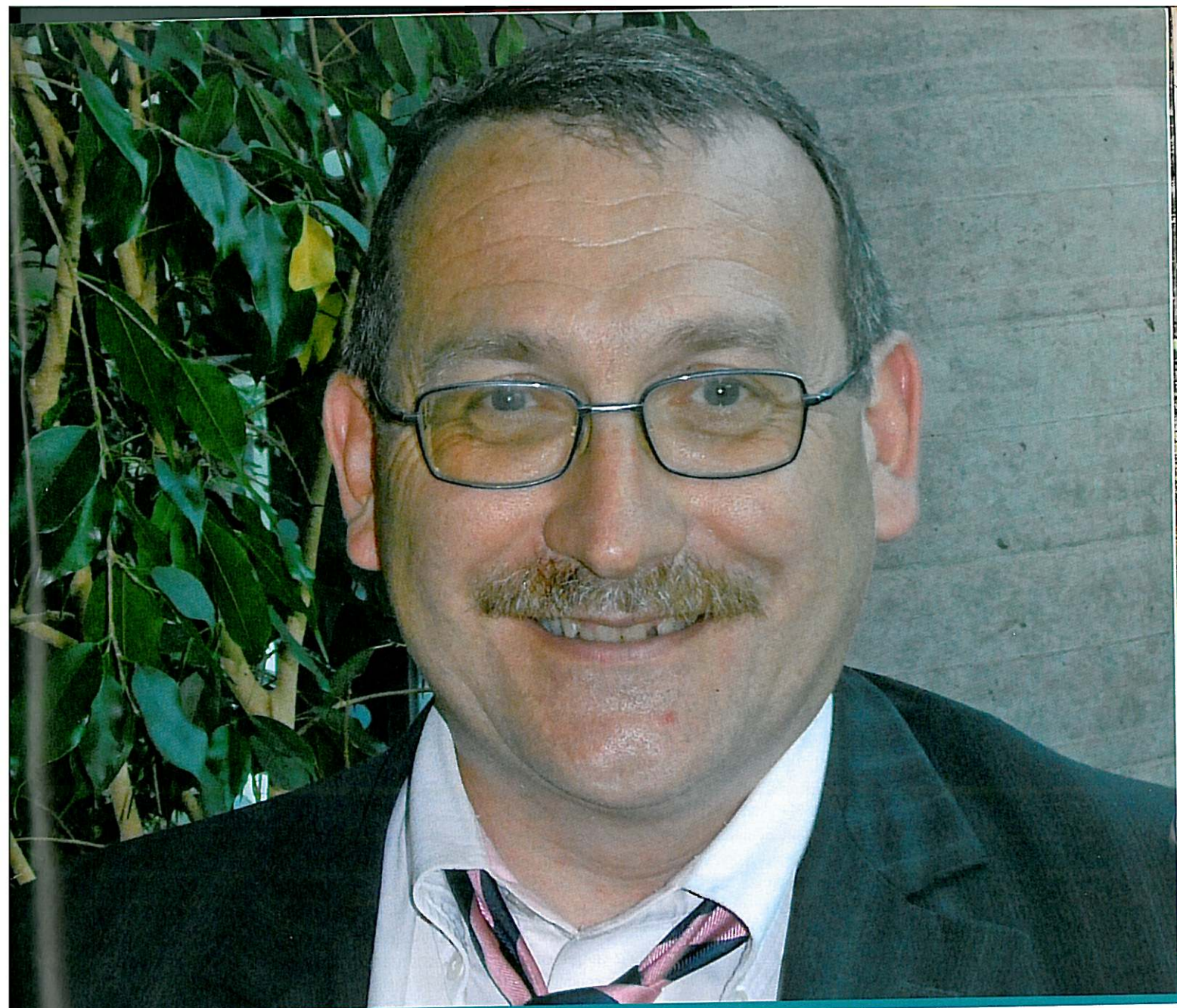
ML > La Région Provence Alpes Cote d'Azur mène t-elle une politique offensive en matière de tourisme, notamment hivernal ?

J.G > On a des politiques dédiées : un programme régional solidaire des stations, un programme pour les activités de pleine nature, et un autre pour le nordique. Ces trois programmes sont mis en œuvre à chaque fois que les gens acceptent de travailler ensemble et que l'espace économique n'est pas exclusivement celui du ski alpin. Pour nous, dès le départ ça nous semblait cohérent avec notre partie de massif. En Provence Alpes Cote d'Azur, l'intercommunalité est très bien structurée. Le territoire entier est couvert par des espaces valléens et toutes les

politiques publiques sont déclinées en vue des stations, des activités de pleine nature, du nordique. Nous les utilisons comme contrepartie nationale sur le programme opérationnel interrégional du massif alpin qui est un programme européen. On finance un tas de choses. Pour exemple on finance simultanément des aménagements que je qualifierais d'aménagements urbains comme pour Puy Saint Vincent, station où il faut véritablement reprendre l'urbanisme, mais on finance aussi les activités de kayak sur l'Argentière la Bessée.

Parfois ces activités de pleine nature estivales, on est content de les trouver en hiver quand la neige fait défaut, car elles peuvent se substituer au tout ski ou au moins à une partie. Il faut cependant trouver une solution pratique pour les stations moyennes où il y a souvent un porteur de base qui fait que toute l'activité ski en est dépendante. Des solutions publiques doivent être trouvées pour financer le renouvellement des installations. La diversification ça ne veut pas dire qu'on abandonne la neige. La région intervient et dans certains cas où ça correspond vraiment à une diversification touristique globale, on demande des fonds européens et on les obtient. Moi j'ai très peur des Unités Touristiques Nouvelles en altitude qui peuvent conduire à faire des stations à 1 800 m au-dessus des stations villages. Ce serait très mauvais et on perdrait toute cohérence. Prenons l'exemple de Pelvoux.

Moi je préfère qu'on finance avec des fonds européens, le porteur de base qui est à Pelvoux, plutôt que de voir la route de Puy Aillaud agrandie et voir Puy Aillaud devenir une station de ski ; on perdrait complètement l'âme même de Pelvoux et du secteur, ce serait un suicide. Le but ce n'est pas de reproduire les Arcs, même si j'aime beaucoup cette station. Je suis donc optimiste car on a mis cette dynamique en route. Les stations les plus importantes dans le nord des Alpes qui se croient à l'abri de certaines choses seraient bien inspirées de nos exemples. Quand je vois les difficultés dans la vallée de Chamonix à faire des politiques intercommunales, c'est dommage ; il n'y a pas de partage des richesses, il n'y a pas de vision cohérente et globale sur la vallée. Nous sur ce plan on a la chance d'avoir été en retard et à partir de là les gens



“ La diversification ça ne veut pas dire que l'on abandonne la neige. ”

acceptent mieux les politiques publiques qui sont menées et qui sont raisonnables. On essaye de trouver des équilibres et ça fonctionne assez bien. Le seul problème qui se pose, c'est quand on veut mettre en œuvre des grosses opérations de diversification et qu'on a pas assez d'argent pour les mener. Je citerais un exemple de diversification réussie : la vallée de Serre Chevalier et son centre thermo ludique à Monetier les Bains. Au début de la saison les chiffres chutaient du côté des remontées mécaniques mais la clientèle était bien là car le chiffre de fréquentation du centre augmentait. Ça veut dire que la notion de villégiature existe vraiment ; et c'est grâce aux fonds européens, avec les politiques publiques traditionnelles, on ne serait pas arrivé à le faire.

Il nous faut quelques opérations du genre pour démontrer ce que l'on peut faire en matière de diversification, mais il faut aussi des retours d'expérience pour démontrer ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas et pourquoi. La clientèle évolue, le changement climatique est une réalité. Ça ne veut pas dire qu'il n'y aura plus de neige, mais il y a et il y aura des dérèglements complets comme on a

vu cet hiver. Les gouttes froides existent, l'Oisans pour les Alpes du Sud est une goutte froide qui est relativement protégée. On est finalement plus protégé que la Haute Savoie qui au bord d'un lac ressent les effets du réchauffement climatique où même que la Haute Vallée de l'Arve qui subit les effets du trafic routier. Là encore, les politiques publiques que l'on a mises en place seraient intéressantes à mener dans ces départements. On essaye de faire du prosélytisme, prosélytisme laïc bien sur !

ML > La montagne fait-elle encore partie des préoccupations gouvernementales ?

J.G > Ecoutez, le Premier Ministre en réunissant le Conseil National de la Montagne a dit que oui, donc je vais le croire. Sur les politiques publiques actuelles, c'est parce que l'on se bat pour des contrats de plan particulier que l'on obtient des subventions. Les élus de montagne se battent vraiment, ils ont la caractéristique d'avoir un système de lobbying très fort qui fait en sorte que l'on arrive à tirer les marrons du feu dans des politiques publiques qui sont de plus en plus difficiles à mener. >>>

“ Notre crédo : montagnard avant tout. ”

→ Parcours

Joël Giraud est né à Gap. Ce haut alpin pur et dur quittera ses montagnes natales le temps de ses études pour ensuite mieux se consacrer à son département et à sa commune. Administrateur civil, c'est en 1989 qu'il se lance dans la politique pour ne plus la quitter. D'abord conseiller municipal de l'Argentière la Bessée, il en devient le premier magistrat le 23 mars 1989. L'enfant du pays gère d'une main de maître sa commune, ancienne cité Pechiney qui retrouvera une seconde vie et un nouveau visage grâce à la persévérance de son maire et de son équipe. En 2002, Joël Giraud prend une dimension nationale, il est élu Député de la 2^e circonscription des Hautes-Alpes. Homme d'action, il ne s'arrêtera pas là et depuis 2004 il occupe la vice présidence du Conseil régional de la région PACA. Montagnard de corps et d'esprit, il a à cœur de défendre la montagne et ses spécificités. Présent dans toutes les instances en lien avec "les territoires d'en haut", Joël Giraud fait partie des figures incontournables de nos sommets.



ML > Quel impact va avoir la réforme des collectivités territoriales sur les territoires de montagne ?

J.G > Ce texte a été source de débats et ce sont les élus de montagne, tous partis confondus qui ont mené le combat. C'est toujours notre éthique, notre crédo : montagnard avant tout. On a eu quelques victoires. Effectivement on est passé à 15 conseillers territoriaux minimum par exemple mais la notion même de conseiller territorial ne nous convient pas. Comment peut-on avoir une vision stratégique pour la montagne à terme quand dans le conseil régional de PACA on va avoir 75 élus des Bouches du Rhône et des territoires montagnards marginalisés. Je crois que l'intercommunalité c'est le fondement même des politiques publiques de demain. Au sujet de cette loi, il y avait vraiment un amendement auquel on était très attaché, c'est un amendement qui devait faire en sorte qu'il y ait un collège des communes de montagne dans les intercommunalités. Car, imaginez ce que ça va donner en Isère avec une agglomération comme celle de Grenoble ou dans les Pyrénées, en Haute Garonne où il y a la montagne et Toulouse.

En n'imposant pas des collèges de montagne on va rapidement se retrouver avec des intercommunalités où la montagne va devenir marginale car partagée avec l'urbain. Il y a vraiment un problème de prise en compte des spécificités territoriales. Nous sommes spécifiques, non pas pour être des pleureuses de Crête, mais car la montagne est un territoire d'innovation, depuis toujours. Si on l'appauvrit en représentation politique, on l'appauvrit aussi en termes d'ingénierie territoriale. C'est la chose sur laquelle je m'appuie le plus. Avec cette réforme des collectivités, on va avoir du mal du fait d'intercommunalité trop large, à mettre en œuvre de l'ingénierie territoriale spécifique aux massifs. Je suis inquiet à ce sujet même si je le suis moins pour les Hautes Alpes que pour d'autres départements où ça risque d'être vraiment disproportionné.

ML > Fervent supporter de Pelvoux pour l'organisation des JO 2018, ce coup de projecteur sur cette petite commune des Ecrins a-t-il eu des retombées économiques bénéfiques pour le département ?

J.G > En termes d'image, avec les passages télé et le nombre de sujets dans les magazines spécialisés ce fut très intéressant. Vis-à-vis de la clientèle jeune ça

nous a fait marquer des points considérables et les effets ont été immédiats. La fréquentation a augmenté dans le secteur. On a surtout identifié le massif et moins le département. Au delà de l'image positive, je souhaiterais maintenant que l'on rebondisse pour en faire une sorte de site exemplaire : mobilité douce, bilans carbone transformés en actions concrètes... Il faut aller jusqu'au bout de la démarche. Je continue à croire que l'on avait raison. A Vancouver, j'écoutais Jacques Rogge Président du CIO qui disait « à terme on ne fera plus les JO d'hiver à cause du réchauffement climatique ». Moi je lui ai envoyé une lettre en lui disant qu'il avait tout à fait raison sauf si on les fait en montagne. C'est le leitmotiv d'Annecy qui était la candidature la plus éco compatible avec nous, on ne se détestait pas ; mais il faut se méfier des coups de peinture verte. Je pense que l'on aurait réussi à faire des Jeux à l'image de Lillehammer en 1994. J'ai adoré cette olympiade.

A chaque fois qu'on nous reprochait quelque chose, c'était du domaine du gigantisme, on nous reprochait même d'avoir la rage pour mieux nous tuer. On a été bloqué par le comité d'évaluation, c'était ridicule. Notre projet était parfait en termes de prise en compte des handicaps c'était écrit dans le rapport de ce comité. La réaction a été incroyable : la note de Pelvoux était la même que Nice qui avait oublié le projet paralympique et très inférieure à Grenoble et Annecy dont le projet était considéré pourtant comme moins bon. Pour nous c'est bénéfique mais il faut vraiment qu'on rebondisse sur le plan de l'éco compatibilité du projet Pays des Ecrins ce qui à l'heure actuelle n'est pas vraiment le cas. Nous nous devons d'être exemplaire pour notre territoire. Pelvoux, Puy Aillaud, ..., ce n'est pas une UTN qui va les sauver. Je suis content de ce que l'on a réussi à réaliser, petit à petit on y arrive, par exemple avec le projet des Claux sur le musée de l'hydroélectricité. Dans les Alpes du Sud, on a une fâcheuse tendance à ne pas être fier de ce qu'on a, à dire « c'est pas pour nous ».

Ça peut être pour nous mais de façon différente et j'ai trouvé que Gérard Sémiond, le maire de Pelvoux avait eu du courage pour se lancer dans l'aventure JO. Il a été un peu brocardé par une certaine intelligentsia mais ça nous a fait connaître et lui, au moins, quand il évoque la montagne, sait de quoi il parle. Il y a des stations dans les Alpes du Sud, des belles pistes, des lycées sport-études, une piste de descente homologuée aux Orres ; c'était une belle initiative. Les Alpains ont souvent tendance à se « tirer la bourre » d'un village à l'autre et là ce projet a fédéré les gens. ←